

Le budget

et même nous, et même les experts, quand nous allons essayer de comprendre toutes les prévisions et le livre du Budget que chaque année le ministre des Finances nous présente, je pense que nous en perdrons notre latin.

Monsieur le Président, comme je le disais, le service de la dette doit faire partie du budget de capitalisation afin de planifier la diminution de la dette à long terme et de la façon de la financer. Il faut comprendre les politiques de mesures précises pour régler ces problèmes.

Monsieur le Président, tout projet qui a une valeur marchande à long terme ne devrait pas faire partie des opérations courantes mais plutôt des opérations de capitalisation. Et le mode de financement d'un tel projet doit être défini et connu avant de l'approuver.

Monsieur le Président, si on décide de construire un autre Musée des civilisations, si c'est la politique du gouvernement et que l'on détermine qu'on en a besoin, parfait, on le fait. Mais que l'on détermine combien cela coûtera, et la façon de le financer, au lieu de toujours prendre dans le même «pot». Et après, quand on vend quelque chose, on le met dans le même «pot» et, à la fin de l'année, le ministre des Finances nous dit: Moi, j'ai réduit le déficit de deux milliards de dollars. En réalité, il ne l'a pas réduit du tout. Comme dans ce cas-ci, ils n'ont rien réduit, si on considère les sociétés d'État qui ont été vendues.

Monsieur le Président, c'est donc important que nous ayons un système de gestion plus saine, plus contrôlée, visible et compréhensible pour les citoyens.

Je sais que je prends un peu de temps, mais je veux m'assurer que les citoyens comprennent ce que je suis en train de dire, ainsi que mes collègues, parce que si nous voulons vraiment réduire la dette et le déficit, il faut que nous prenions les mesures nécessaires et non pas des mesures que le ministère des Finances et le ministre des Finances vient de nous proposer comme la TPS ou d'autres mesures.

Cela ne règle pas le problème en augmentant les impôts. Au bout du compte, les recettes vont diminuer car les citoyens n'ont plus les moyens de payer les augmentations des impôts et des nouvelles taxes.

Si le gouvernement décide, après cette convention comptable, de ce système, de contracter un déficit, c'est sa prérogative. Il est élu par le peuple et il doit rendre des comptes. Donc, il se rend responsable vis-à-vis la population qui l'a élu, alors que là, monsieur le Président, c'est très très facile. On voit qu'après six ans, le ministre des Finances blâme encore les libéraux et pourtant, nous ne sommes plus au gouvernement depuis six ans et ce sont les conservateurs qui ont augmenté la dette.

Tantôt j'ai entendu mon collègue nous dire: Écoutez, vous n'allez pas nous blâmer pour les intérêts que nous avons dû payer pour la dette que vous avez contractée. Mais voyons donc, pensez-vous que c'est sérieux? Mais non! Mais ce n'est pas comme cela qu'on va régler les problèmes. Proposez des solutions. Le ministre des finances, depuis six ans, n'a rien proposé de nouveau.

Monsieur le Président, un autre exemple est clair. Il vient de proposer de vendre Petro-Canada mais il ne dit pas ce qu'il fera avec le produit et comment il va le vendre. Il a vendu Air Canada, monsieur le Président. J'aimerais savoir pour combien? Je pense que la société Air Canada valait quelque chose. Ce n'était pas quelque chose à jeter comme cela! Combien d'argent a reçu le gouvernement du Canada pour réduire le déficit ou même la dette nationale? Rien! On a donné!

Ce gouvernement est tellement irresponsable qu'on donne les actifs. Mais si on va vendre les actifs, il va nous rester seulement que le passif, monsieur le Président, et là nous aurons de sérieux problèmes. C'est donc pour cela qu'il est important et urgent de changer notre convention comptable avant que ce gouvernement-là ne dévalise l'État, la nation au complet, et là nous aurons de sérieux problèmes car nous n'aurons pas d'actifs. Il a fait cela avec la société Air Canada, il fera cela avec Petro-Canada et il l'a fait avec d'autres sociétés qu'il a déjà vendues, et cela avec sa politique de tout dévaliser.

J'espère que mes collègues de tous les côtés de la Chambre comprendront l'urgence et feront des pressions afin que ce gouvernement accepte le rapport du Vérificateur général, de façon à changer la convention comptable, et qu'à chaque année l'on fasse l'évaluation du coût de remplacement de tous les actifs du gouvernement en termes d'immeubles, de terrains, comme on le fait dans une entreprise. Que l'on établisse un bilan et, partant de là, que l'on propose des politiques pour réduire le déficit, mais surtout comment financer la dette et comment la réduire, car il faut pour cela avoir un plan à long terme, comme dans toute entreprise.

Monsieur le Président, quand on s'achète une maison, quand on l'hypothèque, on a un plan à savoir comment on va payer l'hypothèque. Actuellement, le gouvernement du Canada n'a aucun plan, et je pense que c'est urgent. Si le ministre est sérieux à vouloir régler la dette, qu'il le fasse tout de suite.

• (1730)

[Traduction]

M. Lee Richardson (Calgary-Sud-Est): Monsieur le Président, j'ai pris intérêt à entendre des députés parler de ce budget cet après-midi. Il est étonnant de voir à quel point leurs discours diffèrent. Tous les députés d'opposi-